

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 mars 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 mars 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à ma lettre en date du 19 octobre 2004 (S/2004/844), le Comité contre le terrorisme a reçu le troisième rapport ci-joint présenté par l'Ouganda en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

**Lettre datée du 25 février 2005, adressée au Président du Comité
contre le terrorisme par le Représentant permanent de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Troisième rapport au Comité contre le terrorisme

Veillez trouver ci-joint le troisième rapport établi par l'Ouganda en réponse aux questions posées par le Comité sur le rapport du 29 avril 2002 et sur le rapport complémentaire du 20 octobre 2003 (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Francis K. **Butagira**

Pièce jointe

Troisième rapport au Comité contre le terrorisme

Introduction

À la suite de l'adoption de la résolution 1373 (2001) par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001, le Gouvernement de la République de l'Ouganda a présenté un rapport au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution, le 29 avril 2002.

Le Comité contre le terrorisme a pris note des explications données dans le rapport mais a demandé des informations complémentaires sur certains points. Il a été répondu à plusieurs des questions posées dans le rapport complémentaire soumis le 20 octobre 2003. Toutefois, le CCT a demandé d'autres précisions sur différents points.

Le présent rapport a été établi en réponse aux questions posées par le Comité tant sur le rapport initial daté du 29 avril 2002 que sur le rapport complémentaire daté du 20 octobre 2003.

Alinéas a) et b) du paragraphe 1

- Le CCT a demandé :
 - **Des copies de la loi sur la répression du terrorisme qui vient d'être promulguée.** Cette loi s'intitule plus précisément « Loi antiterrorisme n° 14/2002. Une photocopie de la version intégrale de cette loi est jointe au présent rapport;
 - **Tout texte portant éventuellement amendement à cette loi.** La loi n'a pas été modifiée;
 - **Les dispositions pertinentes du Code pénal.** Les dispositions pertinentes du Code pénal, à savoir le chapitre 120 de l'édition révisée de 2000 du recueil de lois de l'Ouganda, sont notamment celles des articles suivants :
 - Article 26 sur le terrorisme;
 - Articles 56 à 64 sur les organisations illicites;
 - Article 84 sur l'association de malfaiteurs à des fins de contrebande;
 - Articles 169 et 170 sur l'usurpation d'uniformes;
 - Article 220 sur la tentative de coups et blessures au moyen de substances explosives;
 - Article 319 sur la contrebande.

Toutefois, à l'exception de l'article 26, les autres dispositions du Code pénal ne visent pas expressément le terrorisme et son financement. Des copies des dispositions pertinentes sont jointes au présent rapport.

- **Rapports intérimaires sur la signature par le Président de la loi sur la répression du terrorisme qui vient d'être promulguée et sur l'étude susmentionnée.**

(Lire « loi antiterrorisme »). Elle a été signée par le Président le 25 mai 2002 et est entrée en vigueur le 7 juin 2002. L'étude est actuellement examinée par le Conseil national de sécurité pour avis.

- **Caractéristiques du processus de « rationalisation » de la contribution des institutions financières à la lutte contre le terrorisme.**

Depuis août 2000, le Comité ougandais de lutte contre le blanchiment de capitaux, composé de représentants de la Banque d'Ouganda; du Ministère des finances, de la planification et du développement économique; de l'Autorité de contrôle des opérations de bourse; du Ministère de la justice; du parquet; de l'Administration fiscale; de l'Association des banquiers ougandais; de l'Institut ougandais des banquiers et de la police ougandaise, a pris la tête de la campagne de lutte contre le blanchiment d'argent. Le Comité s'est efforcé de mettre en place un cadre juridique et institutionnel de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en Ouganda. Il se réunit régulièrement.

Les directives de la Banque d'Ouganda sur la lutte contre le blanchiment de capitaux qui ont été adressées aux institutions financières en décembre 2002 demeurent en vigueur. Des directives similaires ont été communiquées aux bureaux de change et elles sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Le 21 janvier 2003, le Ministère des finances, de la planification et du développement économique ougandais et le Département d'État américain ont signé un mémorandum d'accord prévoyant une assistance de ce dernier à l'équipe chargée d'élaborer et de mettre en place un régime de lutte contre le blanchiment d'argent en Ouganda. Le Ministère des finances américain contribuerait à la mise en place de bases, politiques et institutions juridiques dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la criminalité organisée et la corruption ainsi que du renforcement des capacités des services de détection et de répression et des organismes financiers pour prévenir, détecter, instruire et poursuivre des infractions financières nationales et internationales de nature complexe. Pendant le dernier trimestre de 2003, l'équipe de détection et de répression de la criminalité du Ministère des finances américain a organisé plusieurs sessions de formation générale aux techniques d'enquêtes financières à l'intention des enquêteurs, procureurs, membres de l'administration fiscale, de l'autorité de contrôle des opérations de bourse et du secteur financier ougandais en général.

De hauts fonctionnaires ougandais de différents secteurs concernés ont participé et continuent de participer à plusieurs programmes de formation, notamment les suivants : atelier de formation à l'évaluation mutuelle à Bagamoyo (Tanzanie) en janvier 2003; programme d'évaluation du secteur financier organisé par la Banque mondiale en Tanzanie, en 2002, et cours de perfectionnement des évaluateurs mutuels aux méthodes de lutte contre le blanchiment d'argent à Lusaka (Zambie), du 26 au 29 janvier 2004.

La stabilité du système financier ougandais a été évaluée lors d'une mission d'évaluation du secteur financier menée conjointement par le FMI et

la Banque mondiale en 2002. Les mesures prises pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont également été évaluées pour déterminer si les lois et réglementations ougandaises sont conformes aux normes internationales en matière de lutte contre la criminalité organisée.

La Banque d'Ouganda a entrepris de réformer et de moderniser le système de paiements du pays. Entre 2003 et 2004, les systèmes électroniques de compensation, le contrôle des paiements, la technologie des paiements, les normes et le cadre juridique et réglementaire ont été perfectionnés.

On s'est efforcé de renforcer la brigade des stupéfiants et la section antifraude ainsi que les unités antiterroristes au sein de la police ougandaise. Le Ministère de l'éthique et de l'intégrité, le Département de l'immigration du Ministère de l'intérieur et le Département des douanes de l'Administration fiscale ougandaise ont également été renforcés.

Malgré certaines lacunes, la loi antiterrorisme est en vigueur. Il sera peut-être nécessaire de la modifier pour répondre à de nouveaux défis. Un projet de loi plus détaillé sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, portant notamment sur le rôle des institutions financières, a été présenté au Conseil des ministres avant d'être soumis au Parlement.

• **Situation du document directif relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux distribué fin 2001. Quel est son champ d'application et quels sont les meilleurs moyens de l'appliquer?**

Une explication détaillée a été donnée dans le rapport complémentaire du 20 octobre 2003. Ce document n'a pas valeur de loi et le non-respect de ses dispositions n'est pas sanctionné. Toutefois, ces lacunes seront comblées par le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux évoqué ci-dessus.

Ce projet de loi envisage notamment la création d'une cellule de renseignement financier pour coordonner la politique et les efforts tendant à faire échec au blanchiment de capitaux. La loi instituera une direction de renseignement financier chargée de superviser la stratégie nationale en ce qui concerne les activités et initiatives mises en œuvre à cet effet.

Alinéas c) et d) du paragraphe 1

• **Quelles sont les dispositions et procédures législatives en vigueur dans le cadre de la surveillance des transactions financières suspectes? Les institutions financières, les autres intermédiaires (par exemple, les avocats) et les personnes physiques ou morales sont-ils tenus de déclarer les transactions suspectes aux autorités compétentes? Quelles peines sont prévues en cas d'omission d'une telle déclaration?**

L'article 40 1) de la loi sur la Banque d'Ouganda (chap. 51) dispose que chaque institution financière doit fournir à la Banque d'Ouganda toute information nécessaire pour que celle-ci puisse s'acquitter efficacement de ses fonctions. L'article 51 prévoit également des sanctions en cas d'infraction, notamment pour fausses déclarations et réponses mensongères aux questions posées par la Banque aux fins de la loi.

L'article 3 de la loi sur les institutions financières (chap. 54) dispose que l'exercice de leurs activités par les banques, établissements de crédit ou sociétés de prêt ou logement est subordonné à l'obtention d'une licence en cours de validité. Au titre de l'article 4 2), la demande de licence doit comporter le nom et l'adresse de l'établissement financier concerné; des directeurs et actionnaires ainsi que leur nationalité, ainsi que les qualifications, l'expérience, la nationalité et autres informations pertinentes relatives, en particulier, à la direction et au personnel.

L'article 5 de la loi énonce les critères à examiner pour l'octroi d'une licence, à savoir la situation financière et les antécédents du demandeur, l'objet de la société et les compétences et l'intégrité de la future direction. Selon l'article 6 5) de la loi, la Banque centrale peut octroyer une licence sous certaines réserves, en tant que de besoin.

Conformément à l'article 20, toute institution financière doit tenir une comptabilité et des dossiers représentant clairement et exactement ses activités et expliquant ses opérations et sa situation financière pour permettre à la Banque centrale de déterminer si elle respecte la loi. Aux termes de l'article 26, les institutions financières sont tenues de communiquer régulièrement à la Banque centrale toutes les informations et données relatives à leurs opérations en Ouganda. La Banque centrale peut régulièrement et à tout moment inspecter les livres de compte des institutions financières (voir art. 27 de la loi).

La Banque centrale peut prendre possession d'une institution financière dont les activités contreviennent à la loi ou qui refuse de se soumettre au contrôle de ses inspecteurs (voir art. 30 de la loi).

Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux devrait comporter d'autres dispositions utiles. Les institutions financières, entreprises et autres professions seront tenues de mettre en place certains mécanismes administratifs internes leur permettant de conserver des fichiers précis sur leurs clients. Elles devront également signaler toute opération supérieure à un certain montant ou ayant un caractère suspect. Lesdites institutions auront pour obligation de former leurs employés à reconnaître et traiter des opérations suspectes.

Le Comité ougandais de lutte contre le blanchiment de capitaux a créé un sous-comité chargé de superviser les actions de formation et de renforcement des capacités. La formation est destinée aux agents de détection et de répression, aux procureurs, aux enquêteurs, au personnel des banques et aux magistrats.

La loi régissant la profession de comptable (chap. 266) contient des dispositions sur la réquisition, le contrôle, la discipline et le respect des normes professionnelles par les comptables. Il leur serait ainsi interdit de participer à des opérations financières illégales ou de les tolérer dans le cadre de leur activité professionnelle. La loi sur les avocats (chap. 298) prévoit également l'exercice d'un contrôle disciplinaire sur les avocats et leurs employés pour des raisons similaires.

Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux énumérera les personnes responsables, à savoir, probablement, les avocats, notaires, comptables et autres membres de professions libérales; les casinos, les agents

immobiliers, les négociants en métaux et pierres précieuses; les trusts et les sociétés de gestion et d'administration de personnes morales étrangères (company service providers); les conservateurs du registre des sociétés et du registre foncier; les organisations non gouvernementales; les églises et associations caritatives, entre autres.

• **Existe-t-il des lois et des mesures concrètes de contrôle et de surveillance permettant de garantir que les fonds et les autres ressources recueillis à des fins religieuses, caritatives ou culturelles ne sont pas détournés à d'autres fins, en particulier pour financer le terrorisme?**

L'article 5 3) de la loi n° 5/1989 sur le statut des organisations non gouvernementales porte création du Conseil national des organisations non gouvernementales qui se compose notamment de représentants des Ministères de l'intérieur; de la justice et des affaires constitutionnelles, des finances, de la planification et du développement économique; des affaires étrangères; des autorités locales et des organismes de sécurité extérieure et intérieure.

Toute organisation non gouvernementale doit obligatoirement être enregistrée auprès du Conseil pour pouvoir exercer ses activités en Ouganda. La présence des représentants des différents ministères et institutions précités a pour objet de garantir que les ONG satisfont à certains critères, concernant en particulier leur origine et leur financement, pour être enregistrées.

Selon l'article 6 de la loi, le Conseil est notamment chargé d'examiner les demandes d'enregistrement présentées par les ONG, de les guider et les surveiller dans l'exercice de leurs activités et de conseiller le Ministre de l'intérieur sur la politique générale relative à leurs opérations.

L'article 9 de la loi prévoit que le Conseil peut annuler l'enregistrement d'une ONG si ses activités ne sont pas conformes à ses statuts, sont contraires à l'une quelconque des conditions ou instructions portées sur le certificat d'enregistrement ou si, de l'avis du Conseil, il en va de l'intérêt public.

Le projet de loi sur l'enregistrement des organisations non gouvernementales (amendement), qui a été soumis au Parlement, régira le contrôle des activités et des opérations des ONG par le Conseil. Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux mentionne les ONG, les églises et les associations caritatives parmi les personnes responsables.

Le règlement n° 9/1990 relatif aux ONG prévoit des mesures concrètes de contrôle et de surveillance pour garantir que les fonds et autres ressources recueillis à des fins religieuses, caritatives ou culturelles ne sont pas détournés, notamment pour financer des activités terroristes. Chaque organisation doit présenter un plan de travail écrit pour approbation par le Ministère chargé de la planification et du développement économique. Elle doit également fournir deux cautions acceptables par le Conseil, des recommandations des conseils locaux I, II et III et du commissaire résident de district ainsi qu'une lettre d'une mission diplomatique ougandaise dans le pays d'origine de l'ONG ou d'un service administratif dûment autorisé de ce pays.

L'article 12 du règlement énonce expressément les obligations particulières des ONG, notamment celles relatives à la sécurité en Ouganda.

Elles doivent maintenir des contacts étroits et réguliers avec les autorités de district dans le cadre de l'ensemble de leurs activités.

Tout étranger travaillant pour une ONG doit fournir un extrait de casier judiciaire vierge. Les déclarations fiscales annuelles de l'ONG doivent comprendre les prévisions de recettes et de dépenses ainsi que les renseignements prévus par l'article 15.

- **Veillez indiquer les lois et procédures qui régissent les systèmes parallèles de transfert de fonds, tels que le système de l'hawala ou des systèmes de même nature.**

En vertu de la l'article 4 2) j) de la loi sur la Banque d'Ouganda (chap. 51), la Banque d'Ouganda supervise, réglemente, contrôle et sanctionne toutes les institutions financières. Elle garantit des normes élevées de conduite et de gestion dans l'ensemble du système bancaire [voir art. 37 b)]. Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux prévoit de réglementer les mouvements transfrontières de devises ou d'effets négociables au porteur qui ne transitent pas par les procédures bancaires normales ou le système financier ougandais.

- **Existe-t-il en Ouganda des procédures courantes pour le gel des comptes et la confiscation temporaire des fonds associés au terrorisme et à son financement? Dans l'affirmative veuillez décrire brièvement ces procédures. Il importe de faire la distinction entre les saisies opérées au cours d'enquêtes et les confiscations ordonnées suite à une condamnation.**

Voir les explications données dans le rapport complémentaire du 20 octobre 2003. Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux comprend des dispositions plus précises et envisage dans ce contexte la saisie, le gel et la confiscation de biens.

Alinéa a) du paragraphe 2

- **Veillez décrire les mesures législatives et d'ordre pratique qui empêchent des entités ou des particuliers de recruter des personnes, de recueillir des fonds ou de solliciter d'autres formes d'appui en vue d'activités terroristes qui seraient menées en Ouganda ou ailleurs, y compris, en particulier :**
 - **Le recrutement, la collecte de fonds ou la sollicitation d'autres formes d'appui auprès de pays tiers, tant sur le territoire ougandais qu'à partir de celui-ci;**
 - **Le recours à des pratiques dolosives, notamment le fait de faire croire à une personne qu'elle est recrutée dans un but différent du but réel (par exemple à des fins d'instruction), ou le fait de collecter des fonds par l'intermédiaire d'organisations écrans.**
- **Par quels moyens l'Ouganda contrôle-t-il l'installation et les activités, sur son territoire, de groupes paramilitaires susceptibles de commettre des actes terroristes?**
- **Quelles mesures l'Ouganda a-t-il prises pour empêcher les terroristes de se procurer des armes sur son territoire ou à l'extérieur, en particulier des**

armes légères? Quelle est la législation qui s'applique à l'acquisition, à la détention, à l'importation et à l'exportation d'armes?

Le Gouvernement ougandais dispose d'un mécanisme d'enquête sur les groupes paramilitaires dont les membres pourraient être des terroristes, par lequel il tente de déterminer leurs intentions et leurs motivations, y compris pour ce qui est des personnes qui encouragent et soutiennent financièrement ou par d'autres moyens de tels groupes.

Les mesures de contrôle mises en place sont notamment les suivantes :

- Le Gouvernement ougandais a entrepris une campagne de sensibilisation du public à la sécurité, notamment à la police de proximité. L'objectif est d'empêcher le développement d'un terrain propice au recrutement de futurs terroristes. D'autres organes tels que l'organisation de la sécurité intérieure, l'équipe spéciale conjointe de lutte contre le terrorisme et les services spéciaux ont pour tâche de détecter et de prévoir quels groupes paramilitaires dans le pays risquent de se livrer à des activités terroristes.
- Établissement et maintien de relations diplomatiques amicales avec les pays voisins afin d'empêcher que ces groupes ne puissent y établir des bases et réciproquement.
- La loi sur la sécurité nationale (chap. 301) porte création du Conseil national de la sécurité conformément à l'article 219 de la Constitution de la République ougandaise, qui a pour fonction de conseiller le Président sur toutes les questions relatives à la sécurité nationale. L'article 4 3) crée le Comité conjoint de renseignement, comité technique dont les membres, nommés par le Président, sont différents experts issus des organes de sécurité. L'article 6 traite des comités de sécurité et de renseignement de district et l'article 8 régit les comités de renseignement de sous-comté.
- La loi sur les explosifs (chap. 298) restreint la fabrication, le stockage ou la possession d'explosifs interdits. L'importation d'explosifs est subordonnée à l'obtention d'une autorisation (voir art. 9). La loi sur les armes à feu (chap. 299) régit la fabrication, l'importation, l'exportation, la vente, la réparation, le stockage et la détention d'armes à feu et de munitions. Ces activités sont soumises à des formalités d'enregistrement et à l'obtention d'un certificat.
- La loi antiterrorisme de 2002 a institué un cadre juridique pour lutter contre le terrorisme. En vertu de cette loi, quiconque aide, finance, protège et planifie des activités terroristes commet une infraction passible de la peine de mort.
- Selon la loi de 2000 sur l'amnistie (chap. 294), tout ressortissant ougandais qui participe à des actes de guerre sur le territoire national bénéficie d'une mesure d'amnistie. Grâce à ces dispositions, le Gouvernement ougandais a été en mesure de conclure la paix avec les différents groupes rebelles. Lorsque ces groupes se rendent, ils remettent leurs armes et leurs munitions au Gouvernement.
- En ce qui concerne les criminels armés, des opérations de sécurité conjointes ont été menées de façon soutenue par les forces spéciales qui

ont obtenu des succès remarquables dans la récupération d'armes illicites.

- Le Gouvernement a engagé une opération de désarmement dans la région de Karamoja qui a donné des résultats positifs et qui se poursuit.
- Le Gouvernement a ordonné la destruction des stocks obsolètes et inutilisables ainsi que des surplus, des stocks d'armes légères et de munitions saisis, capturés ou volontairement remis.
- Le Gouvernement ougandais a créé un organe interministériel dénommé Centre national sur les armes légères et de petit calibre, en vue de coordonner les actions et politiques visant à mettre en œuvre les accords et protocoles sur les armes légères conclus aux niveaux international, régional et sous-régional, notamment les suivants :
 - Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, Ottawa, 8 septembre 1997. L'Ouganda a signé la Convention le 3 décembre 1997 et l'a ratifiée le 25 février 1999;
 - Protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions;
 - Déclaration de Bamako sur la position africaine commune sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre, signée le 1er décembre 2000;
 - Déclaration de Nairobi sur le problème de la prolifération des armes légères dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique, signée le 15 mai 2000;
 - Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique, signé le 21 avril 2004.
- Le Gouvernement ougandais a adopté un plan national d'action axé sur la prévention, la répression et l'élimination de la prolifération des armes légères et de petit calibre. Dans le cadre de ce plan, le Gouvernement renforcera notamment les capacités des organes de détection et de répression ainsi que la formation de leur personnel, il examinera les politiques et la législation relatives aux armes à feu et aux explosifs, améliorera la gestion des stocks et mettra en place des programmes de collecte et de destruction d'armes. Le plan envisage également des stratégies de réduction de la demande d'armes grâce à des initiatives de développement.
- Le Gouvernement ougandais s'efforce de renforcer la loi et son application. Les lois sur les armes et sur les explosifs sont actuellement réexaminées en vue de leur abrogation et de leur remplacement par une nouvelle loi unique, qui intégrera les critères énoncés dans les instruments internationaux sur les armes légères et de petit calibre.

Alinéa b) du paragraphe 2

- **Veillez décrire les mécanismes permettant de coordonner les activités des services chargés de la lutte contre les stupéfiants, de la surveillance financière et de la sécurité, s'agissant notamment des contrôles aux frontières nécessaires pour empêcher les mouvements de groupes terroristes.**
 - Des mécanismes conjoints de sécurité sont déployés à toutes les frontières nationales (points d'entrée et de sortie). Les frontières sont surveillées en permanence par des agents des forces de police, de l'immigration, des douanes et autres organes de sécurité, dont les activités sont coordonnées par des comités conjoints de sécurité sous l'autorité de la police.
 - La brigade des stupéfiants de la police est chargée de la lutte contre le trafic de stupéfiants dans le pays. Elle possède des agents à tous les points d'entrée et de sortie qui travaillent en coordination avec d'autres organes de sécurité, notamment l'organisation de la sécurité intérieure, le département des enquêtes criminelles, les services spéciaux, le renseignement militaire et l'organisation de la sécurité extérieure. Les services de renseignement recueillent des informations sur les trafiquants potentiels et les communiquent à la brigade des stupéfiants qui décide des actions à entreprendre. Par ailleurs, le Département des enquêtes criminelles est chargé de poursuivre en justice toutes les personnes qui se livrent au trafic de stupéfiants.
 - Pour ce qui est de la surveillance financière et de la sécurité, la section antifraude (service d'enquête relevant de la police) travaille en étroite collaboration avec les agents des douanes pour suivre et identifier les personnes impliquées dans des activités de blanchiment d'argent et de transferts illicites de capitaux transfrontières. Toutefois, la section antifraude coordonne également ses activités avec celles de la Banque d'Ouganda et d'autres agences de renseignement en vue de recueillir et de traiter les informations sur le blanchiment d'argent et les transferts illicites de capitaux. L'équipe spéciale conjointe de lutte contre le terrorisme coordonne l'action de tous les organismes précités en cas d'activités terroristes présumées.
- **Veillez décrire les mécanismes mis en place en Ouganda pour alerter rapidement les autres États en cas de menace d'activité terroriste.**
 - L'Ouganda participe à des arrangements bilatéraux et à d'autres protocoles aux niveaux régional, sous-régional et international sur le partage d'informations relatives à toute menace terroriste.
 - Le Ministère des affaires étrangères assure la liaison avec toutes les missions étrangères accréditées en Ouganda en cas d'indications concernant d'éventuelles menaces terroristes dans le pays.
 - L'Ouganda possède un mécanisme efficace de campagne de sensibilisation du public et d'information encourageant chaque citoyen à signaler toute personne soupçonnée d'activité terroriste dans les plus brefs délais.

- L'équipe spéciale conjointe de lutte contre le terrorisme effectue périodiquement des évaluations de la menace terroriste dans la région.
- L'Ouganda a toujours encouragé l'échange de renseignements entre ses services de renseignement et de sécurité et ceux des pays voisins et amis.

Alinéa c) du paragraphe 2

• Quelles mesures ont été prises pour exclure d'Ouganda les demandeurs d'asile et autres personnes, mentionnées à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la résolution?

- L'Ouganda est partie à la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés du 18 juillet 1951, au Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1957 et à la Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique en date du 10 septembre 1969. Il est donc lié par leurs dispositions.
- Aux termes de l'article 189 de la Constitution de l'Ouganda de 1995, la question des réfugiés relève du Gouvernement central. Toute question relative aux demandeurs d'asile est traitée par la Direction des réfugiés du Cabinet du Premier Ministre.
- Un comité interministériel a été créé sous le nom de Comité d'admission des réfugiés. Il comprend des représentants de l'organisation de la sécurité intérieure, de l'organisation de la sécurité extérieure; des Ministères des affaires étrangères, de l'administration locale, de la justice et des affaires constitutionnelles, et de l'intérieur; du Cabinet du Premier Ministre et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Il décide de l'octroi du statut de réfugié aux demandeurs.

Alinéa d) du paragraphe 2

• Veuillez décrire les dispositions légales et autres applicables en Ouganda pour empêcher que le territoire ne soit utilisé pour commettre des actes de terrorisme en dehors du pays?

Dispositions légales

- L'article 51 de la loi no 3/1999 sur la citoyenneté ougandaise et le contrôle de l'immigration habilite notamment les agents d'immigration à interroger toute personne qui s'apprête à entrer en Ouganda ou à en sortir ainsi que tout immigrant clandestin. L'agent d'immigration peut également exiger que lui soit communiquée la liste des passagers des navires, aéronefs et des trains à l'arrivée ou au départ d'Ouganda.
- L'article 58 prévoit la tenue d'un registre où sont consignés les renseignements concernant toute personne ayant obtenu un visa d'entrée, une carte de résident permanent ou un laissez passer. Le Conseil national de la citoyenneté et de l'immigration peut, dans l'exercice de ses fonctions en application de la loi, procéder au moins une fois par an à un contrôle annuel des registres qui y sont visés.

- L'article 61 prévoit l'expulsion de tout immigrant clandestin ou de toute personne se trouvant illégalement sur le territoire ougandais. La procédure d'expulsion est clairement décrite.
- Les articles 68 et 69 portent sur l'enregistrement et le contrôle des étrangers.
- La loi antiterrorisme de 2002 définit les termes « terrorisme » et « terroriste ».

Autres mesures

- Un système de sécurité strict a été mis en place aux frontières pour empêcher que des terroristes recherchés ne pénètrent dans le pays. L'Ouganda diffuse actuellement une liste de tous les terroristes recherchés à chaque point d'entrée et de sortie afin de renforcer la sécurité aux frontières.
- L'Ouganda a entrepris de délivrer des cartes nationales d'identité à tous ses ressortissants afin de pouvoir identifier facilement les terroristes qui pourraient s'infiltrer dans le pays.

Alinéa e) du paragraphe 2

- **Quelle est la compétence des tribunaux ougandais pour connaître des infractions pénales ci-après :**

- **Un acte commis à l'étranger par un ressortissant ougandais ou une personne résidant habituellement en Ouganda (que l'intéressé se trouve actuellement en Ouganda ou non);**

Il faudrait qu'une procédure d'extradition puisse être engagée en vertu de la loi sur l'extradition. Voir les explications au titre de l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessous.

- **Un acte commis à l'étranger par un ressortissant étranger se trouvant actuellement en Ouganda?**

Il faudrait qu'une procédure d'extradition puisse être engagée en vertu de la loi sur l'extradition. Voir les explications au titre de l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessous.

Alinéa f) du paragraphe 2

- **Veillez fournir une liste des traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale auxquels l'Ouganda est partie.**

Des accords bilatéraux ont été conclus sur la base de la loi sur l'extradition. Voir les explications au titre de l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessous.

- Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux fait obligation aux tribunaux ou autorités compétentes d'Ouganda de coopérer avec les tribunaux et organes compétents d'autres États en vue de prendre toute mesure appropriée pour fournir une assistance dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et la criminalité organisée, notamment l'échange d'informations, des enquêtes conjointes et des procédures judiciaires – mesures conservatoires, confiscation et extradition, par exemple,

conformément au projet de loi et à tout autre traité, convention, accord ou arrangement international auquel l'Ouganda est partie.

- **Quels sont les délais légaux à respecter concernant l'exécution d'une demande d'assistance pour les enquêtes judiciaires ou les poursuites pénales (notamment celles relatives au financement d'actes terroristes ou à tout autre appui fourni à cette fin)? Et combien de temps faut-il effectivement, en moyenne, pour exécuter une telle demande en Ouganda?**

Il n'y a pas de délai légal. Toutefois, l'article 13 de la loi sur l'extradition prévoit que lorsqu'un tribunal a ordonné l'incarcération d'une personne, celle-ci doit être extradée dans les deux mois, faute de quoi elle peut être remise en liberté.

Alinéa g) du paragraphe 2

- **Veillez décrire les mécanismes permettant de coordonner les activités des services chargés de la lutte contre les stupéfiants, de la surveillance financière et de la sécurité, s'agissant notamment des contrôles aux frontières du paragraphe 2 ci-dessus. [Voir la réponse donnée au titre de l'alinéa b)].**
- **Le Comité souhaiterait recevoir des rapports sur l'état d'avancement de la création de la future zone de sécurité est-africaine et sur la mise en place d'une carte nationale d'identité.**
 - Les États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est ont déjà établi des liens de coopération régionale entre leurs services de sécurité et départements de police respectifs par l'intermédiaire du Comité de sécurité inter-États, composé des chefs des forces de police et de défense de ces pays.
 - La délivrance de cartes nationales d'identité à tous les citoyens ougandais âgés de 18 ans au moins est prévue à l'article 29 de la loi no 3/1999 sur la citoyenneté ougandaise et le contrôle de l'immigration. L'article 38 de la loi oblige tous les intéressés, sous peine de sanctions, à solliciter une telle carte. La procédure de délivrance de ces cartes est pratiquement achevée, ce qui devrait permettre d'améliorer la collecte de données, leur analyse et la constitution de bases sur l'ensemble des citoyens.

Alinéas a), b) et c) du paragraphe 3

- **Un mécanisme institutionnel a-t-il été mis en place pour l'application des dispositions figurant aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de la résolution?**
 - L'Ouganda encourage la coopération au niveau international, y compris l'échange d'informations avec des pays concernés par les voies de communication existantes entre les organes de sécurité et dans le cadre d'Interpol. (Voir les explications au titre de l'alinéa b) du paragraphe 2, ci-dessus). L'Ouganda a continué de participer activement aux forums régionaux et internationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'Ouganda est membre actif du Groupe

antiblanchiment de capitaux d'Afrique orientale et australe (GABAOA) et a accueilli la sixième réunion du Groupe de travail des hauts fonctionnaires du GABAOA et la troisième réunion du Conseil des ministres des pays membres du GABAOA, à Kampala, du 25 au 28 août 2003.

- Le Ministre des affaires étrangères est en liaison avec les ambassades de la plupart des principaux pays concernés par la lutte contre le terrorisme avec lesquels il continue d'échanger régulièrement des informations.
- L'Ouganda a également renforcé ses services d'immigration et des douanes et a placé du personnel dûment formé à tous les points d'entrée.

Alinéa c) du paragraphe 3

• Quelle est la base légale de l'extradition en Ouganda? En particulier :

- **Existe-t-il une loi en la matière? Dans ce cas, veuillez en exposer les grandes lignes. La loi sur l'extradition (chap. 117).**
- **L'extradition est-elle en quoi que ce soit subordonnée à l'existence de traités bilatéraux? Si tel est le cas, veuillez fournir la liste des pays avec lesquels l'Ouganda a conclu des accords bilatéraux à ce sujet.**

En application de l'article 3 1) de la loi sur l'extradition (chap. 114 du recueil des lois de l'Ouganda de 1964) devenu l'article 4 1) du chapitre 117 du recueil révisé de 2000, l'Ouganda a accepté d'être partie aux traités signés avec d'autres pays par le Royaume-Uni avant l'indépendance de l'Ouganda. Par conséquent, tout pays auquel la partie I de la loi de 1881 du Royaume-Uni sur les délinquants en fuite s'appliquait avant l'entrée en vigueur de la loi sur l'extradition en 1964 est un pays auquel s'applique la Partie I de la loi ougandaise sur l'extradition.

En vertu du décret no 103 du 22 juillet 1966 sur les dispositions d'application de la loi sur l'extradition, le Ministre responsable de l'application de ladite loi a établi la liste des pays auxquels la Partie I de la loi s'applique, à savoir :

Italie, Hongrie, Haïti, France, Espagne, Équateur, Luxembourg, Suisse, El Salvador, Uruguay, Guatemala, Colombie, Argentine, Monaco, Bolivie, Libéria, Roumanie, Chili, Pays-Bas, Saint-Marin, Yougoslavie, Belgique, Pérou, Cuba, Panama, Paraguay, Grèce, Finlande, Tchécoslovaquie, États-Unis d'Amérique, Pologne, Iraq, Allemagne et Israël.

Conformément au décret no 129 du 16 juillet 1969 sur l'extradition (République indienne), les dispositions de la partie I de la loi sur l'extradition s'appliquent à la République indienne à compter du 3 mai 1969.

En application du décret no 235 de 1964 sur l'extradition (exécution réciproque des mandats), tel que modifié par le décret no 60 du 16 juin 1967 sur l'extradition (exécution réciproque des mandats) (amendement), les dispositions de la partie II de la loi sur l'extradition

s'appliquent à la République du Kenya et à la République-Unie de Tanzanie.

Un traité d'extradition entre la République du Soudan et la République de l'Ouganda a été signé le 19 mars 1964; il a été ratifié par le Soudan en 1966 et par l'Ouganda le 7 octobre 1988.

Outre les arrangements susmentionnés, l'Ouganda s'emploie actuellement à conclure un accord d'extradition bilatéral avec la République du Rwanda et à négocier un nouveau traité bilatéral avec les États-Unis d'Amérique.

Alinéa d) du paragraphe 3

- **Le CCT souhaiterait recevoir un rapport sur les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, rendant compte des progrès réalisés par l'Ouganda afin de :**
- **Devenir partie aux instruments auxquels il n'est pas encore partie.**

Dans les précédents rapports, l'Ouganda a fourni une liste des instruments auxquels il est partie. Il s'emploie actuellement à ratifier d'autres traités ou à y adhérer.

- **Adopter la législation et prendre d'autres arrangements nécessaires pour mettre en œuvre les instruments auxquels il est devenu partie.**

En cas de ratification ou d'adhésion, l'Ouganda est lié par les dispositions des instruments concernés, et ne peut que modifier les dispositions législatives incompatibles avec les textes de ces instruments. Aucune incompatibilité n'a jusqu'à présent été observée avec les instruments internationaux ratifiés.

Alinéa e) du paragraphe 3

- **Les infractions énumérées dans les conventions et protocoles internationaux pertinents sont-elles désormais considérées comme cas d'extradition dans les traités bilatéraux auxquels l'Ouganda est partie?**

L'Ouganda a ratifié plusieurs instruments internationaux relatifs au terrorisme ou y a adhéré en octobre 2003, alors que l'adoption de la loi sur l'extradition remonte à 1964. De même, la plupart des accords bilatéraux d'extradition ont été conclus avant octobre 2003. Toutefois, en vertu de la loi sur l'extradition, ce sont principalement les auteurs de délits politiques qui ne peuvent pas être extradés.

Alinéa f) du paragraphe 3

Veillez préciser les dispositions prises pour établir une « distinction » entre « terroristes » et « combattants de la liberté » et la manière dont cette distinction facilitera les travaux du Comité d'admission des réfugiés.

L'article 7 2) de la loi antiterrorisme définit expressément les termes « terroriste » et « terrorisme ». Voir également l'explication ci-dessus au titre de l'alinéa c) du paragraphe 2.

Alinéa g) du paragraphe 3

- **Le rapport indique que l'invocation de motivations politiques ne suffit pas à justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. S'agit-il d'une simple pratique ou existe-t-il une disposition législative à cet effet?**

Il doit s'agir d'une inexactitude dans l'exposé de la loi applicable puisque la loi sur l'extradition interdit l'extradition pour des délits politiques.

- **Le Comité souhaiterait recevoir un rapport intérimaire sur les mesures prises par l'Ouganda pour faire face aux problèmes visés au paragraphe 4 de la résolution.**

- Comme indiqué dans les précédents rapports, l'Ouganda est partie à la plupart des instruments internationaux relatifs au terrorisme.
- L'Ouganda est membre de l'Union africaine (UA) et s'est engagé à appliquer le Plan d'action de l'UA relatif à la prévention et la lutte contre le terrorisme, consacré par :
 - a) La Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adoptée à Alger, le 14 juillet 1999. (dite « Convention d'Alger »).
 - b) Le plan d'action de la Réunion de haut niveau de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, qui s'est tenue à Alger en 2002.
- L'Ouganda a signé et ratifié les Déclarations de Bamako et de Nairobi sur la lutte contre le trafic illicite d'armes légères. Un centre national sur les armes légères et de petit calibre a été créé il y a deux ans et est désormais pleinement opérationnel.
- L'Ouganda a participé à l'atelier sous-régional qui s'est achevé par l'adoption, le 19 janvier 2004, de la Déclaration de Khartoum pour la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée et qui était consacré à la lutte contre la criminalité organisée et à la mise en œuvre rapide du plan d'action de l'Autorité intergouvernementale pour le développement sur la prévention et la lutte contre le terrorisme.
- L'Ouganda est membre du Groupe antiblanchiment de capitaux d'Afrique orientale et australe (GABAOA).
- Les services de police et de renseignement ougandais coopèrent par l'intermédiaire du Comité de sécurité inter-États de la Communauté d'Afrique de l'Est en échangeant des informations sur les activités terroristes.
- Au niveau national, l'Ouganda encourage les échanges entre les divers acteurs institutionnels participant à la prévention du terrorisme, notamment les autorités législatives, les forces de sécurité, les autorités judiciaires, de police, de surveillance des frontières et des douanes, l'armée et les services de la protection civile. La brigade des stupéfiants a été renforcée pour faire échec au trafic de drogues et les membres de l'unité antiterroriste de la police ont suivi une formation aux mesures

antinucléaires dispensée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en Autriche.

- Le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux prévoit le gel et la confiscation des avoirs financiers des auteurs d'actes de terrorisme et d'activités de blanchiment d'argent.

L'Ouganda pourrait-il communiquer un organigramme de son appareil administratif (services de police, d'immigration, des douanes, des impôts et de surveillance financière) mis en place pour donner effet aux lois, règlements et autres instruments qui contribuent à l'application de la résolution?

En Ouganda, toutes les questions relatives à la lutte contre le terrorisme sont traitées et coordonnées par l'équipe spéciale conjointe de lutte contre le terrorisme composée de membres de la Direction de renseignement militaire, de la police, de l'organisation de la sécurité intérieure et de l'organisation de la sécurité extérieure. On trouvera ci-après l'organigramme de l'équipe spéciale conjointe de lutte contre le terrorisme.

